

vendredi 14 août 2020

ACCORD ISRAËL-EMIRATS ARABES UNIS. POUR LES PALESTINIENS C'EST « UN COUP DE POIGNARD DANS LE DOS » (PIERRE BARBENCEY)



Les Emirats arabes unis et Israël ont convenu jeudi de normaliser leurs relations, dans le cadre d'un accord négocié par les États-Unis. D'autres

pays du Golfe pourraient suivre. Leur objectif commun: contenir l'Iran.

Pour les Palestiniens, c'est un véritable « coup de poignard dans le dos ». Les Emirats arabes unis et Israël ont convenu jeudi de normaliser leurs relations. Une annonce faite en premier par le président américain Donald Trump qui a tweeté: « Une ENORME avancée », tout en louant un « accord de paix historique » entre « deux GRANDS amis » de Washington.

Cet accord verrait Israël mettre fin à ses récents projets d'annexion en Cisjordanie occupée, ont expliqué les Emirats en guise de justification. « Lors d'un appel entre le président (américain Donald) Trump et le Premier ministre (israélien Benjamin) Netanyahu, un accord a été trouvé pour mettre fin à toute annexion supplémentaire », a affirmé le prince héritier d'Abou Dhabi, cheikh Mohammed ben Zayed (MBZ) sur son compte Twitter. Une déclaration immédiatement battue en brèche par Netanyahu lui-même qui s'est empressé d'affirmer: « J'ai apporté la paix, je réaliserai l'annexion ». Et d'ajouter: « Les Emirats vont investir des sommes importantes en Israël (...) Il s'agit d'une ouverture pour la paix dans la région ».

Les Emirats arabes unis deviennent le premier pays du Golfe à passer un accord avec Israël et le troisième pays arabe après l'Égypte et la Jordanie. Il pourrait ne pas être le dernier si l'on en croit Trump. Alors qu'une cérémonie de signature doit avoir lieu à la Maison Blanche dans les prochaines semaines, le président américain a expliqué que « maintenant que la glace a été brisée, je m'attends à ce que davantage de

pays arabes et musulmans suivent l'exemple des Émirats arabes unis », révélant que cela était déjà en discussion avec d'autres États.

Interrogée par l'agence Reuters pour savoir si les dirigeants palestiniens avaient été au courant de l'accord à venir, Hanan Ashrawi, une dirigeante de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a révélé: « Non ... Nous avons été complètement aveuglés. Leurs transactions secrètes sont maintenant complètement dévoilées. C'est une liquidation complète ». Pour Hazem Qassem, porte-parole du Hamas, cet accord « ne sert pas la cause palestinienne mais est considéré comme une continuation du déni des droits du peuple palestinien ». L'Autorité palestinienne considère qu'il s'agit « d'une trahison de Jérusalem et de la cause palestinienne ». Elle a annoncé le rappel « immédiat » de son ambassadeur à Abou Dhabi en guise de protestation contre l'accord.

« La plupart des pays y verront une initiative courageuse pour garantir une solution à deux Etats, à l'issue de négociations », affirme le ministre d'Etat aux Affaires étrangères des Emirats, Anwar Gargash. Mais la signature d'un accord de paix entre l'Egypte et Israël en 1979 pas plus que celui avec la Jordanie en 1994, n'ont fait avancer la possibilité de création d'un Etat palestinien. Derrière les mots et les accords se cache une réalité: la colonisation et l'occupation se poursuivent et s'aggravent. Et les Palestiniens sont de plus en plus isolés. Ils ont appelé à une réunion d'urgence de la Ligue arabe mais les pays du Golfe devraient approuver les Emirats et l'Egypte a déjà salué l'accord.

Ce rapprochement entre Tel Aviv et Abou Dhabi, qui sera effectivement très vite suivi par d'autres capitales du Golfe, met à jour le but ultime du fameux plan Trump, dévoilé au début de l'année et rejeté par les Palestiniens. Il prévoyait l'annexion de près de 30% de la Cisjordanie, dont la vallée du Jourdain, et l'établissement d'un Etat palestinien sur des morceaux de territoires sans véritable continuité et sans Jerusalem comme capitale. Ce qu'on appelle un marché de dupe. Car en réalité, les dirigeants arabes, pas plus que Trump ou Netanyahou, ne cherchent, à donner aux Palestiniens tous leurs droits. Leur seule et unique pensée consiste à mettre en place toutes les barrières possibles pour empêcher l'Iran de rayonner sur la région, cette place étant dévolue à l'Arabie saoudite.

L'établissement de relations diplomatiques entre Israël et les alliés des Etats-Unis au Moyen-Orient, y compris les riches monarchies du Golfe, est un objectif clé de la stratégie régionale des Etats-Unis pour contenir la République islamique d'Iran. Le représentant spécial de Trump pour l'Iran, Brian Hook, a d'ailleurs qualifié l'accord de « cauchemar » pour Téhéran. Avec une population de moins de 10 millions d'habitants mais la deuxième économie du monde arabe grâce au pétrole, les Émirats arabes unis ont exercé une influence commerciale et militaire croissante dans le Golfe et dans la région au cours des deux dernières décennies, visant notamment à contrer l'influence de l'Iran.